



Fraude fiscale, secteur public local, accueil... le gouvernement lance de grandes campagnes de communication mettant en avant l'importance des missions de la DGFIP.

Ceci implique de fait des besoins en personnel en adéquation.

Pourtant, c'est près de 25 000 emplois qui auront été supprimés depuis 2002 au sein des services de la DGFIP, dont 2 441 au titre de 2012.

Pour notre département, c'est encore 23 emplois C qui disparaissent cette année.

N'y a-t-il que nous pour voir l'incohérence de cette politique destructrice ?

Ces suppressions d'emplois ont des conséquences désastreuses pour l'exercice des missions de la DGFIP et les conditions de vie au travail des agents.

Il est urgent d'agir et de se faire entendre POUR :

- ▶ **Stopper immédiatement les suppressions d'emplois**
- ▶ **Renforcer toutes les missions de la DGFIP**
- ▶ **Améliorer rapidement et concrètement les conditions de vie au travail**
- ▶ **Revaloriser les rémunérations**
- ▶ **Maintenir le maillage territorial et un service public de qualité**

C'est pourquoi les organisations syndicales Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, CGT Finances Publiques, FO-DGFIP, CFTC finances publiques et UNSA finances publiques, relayées par l'intersyndicale CGT Finances Publiques, Union SNUI-SUD Trésor Solidaires et FO-DGFIP des Pyrénées-Atlantiques appellent tous les agents de la DGFIP :

à se mettre en grève massivement le jeudi 2 février 2012